

- COLLOQUE INTERNATIONAL -

5-6 septembre 2019, Université de Strasbourg

RESILIENCE COLLECTIVE, POLARISATION SOCIALE ET PREVENTION DES RADICALISATIONS

*Développer la résilience collective pour prévenir les polarisations : un enjeu pour la
prévention des radicalisations.*

L'ESEIS, l'ORIV, le réseau VIRAGE, la Ville de Strasbourg et l'Université de Strasbourg sont heureux de vous inviter à un colloque sur la prévention des radicalisations. Lors de ce colloque, il s'agira de comprendre en quoi le travail autour de la résilience collective permet de prévenir les polarisations sociales et donc les processus de radicalisation.

Visant à faire dialoguer chercheurs et professionnels-les de terrain, ce colloque se compose de moments d'interventions en plénière et d'ateliers de travail.

Jeudi 5 septembre 2019 (déroulé provisoire)

08h30 – 09h : Accueil

09h – 09h30 : Ouverture

- Anne-Sophie Lamine – *Sociologue, Université de Strasbourg, pour le comité de pilotage*
- Représentant-e du consulat des Etats-Unis à Strasbourg
- Chantal Cutajar – *Adjointe au maire de la Ville de Strasbourg*
- Docteur Alexandre Feltz - *Président, Maison des Adolescents de Strasbourg et réseau VIRAGE*

09h30 – 10h15 : Polarisation sociale et sacralisation des valeurs. Comprendre le rôle des idéaux dans la radicalité et dans sa prévention (titre provisoire)

Scott ATRAN, *Directeur de recherche émérite au CNRS, chercheur à l'Université d'Oxford et à l'université du Michigan, et co-fondateur de Artis Research.*

10h15 – 10h45 : Débat avec la salle

10h45 – 11h15 : Pause

11h15 – 12h : Construire des communautés résilientes contre l'extrémisme violent (titre provisoire)

Saïda ABDI, *Directrice, Centre de traumatologie et de résilience pour les réfugiés, Hôpital pour enfants de Boston*

12h-12h30 : Débat avec la salle

12h30 – 14h – PAUSE DEJEUNER

14h – 17h30 : Workshop / Réflexion en ateliers

L'objectif des ateliers est de voir comment les notions de polarisation et de résilience raisonnent dans la pratique quotidienne des acteurs de terrain à travers le témoignage d'expériences, la mise en valeur de pratiques, de réflexions ou de projets.

Deux séquences de deux heures chacune sont organisées au cours de l'après-midi :

- **Séquence 1** (14h-15h30)
- **Séquence 2** (16h-17h30)

Chaque participant-e peut donc participer à deux ateliers à choisir parmi les 11 présentés ci-dessous.

Salle	Qui / quoi	Description
	Titre : Cem Akinci Astu	
	Titre : Sabrina Bellucci, Viaduc67	
	Titre : Céline Grandclaudon, Education Nationale	
	Titre : Jean-Claude Herrgott, Préfecture du Bas-Rhin	
	Titre : Christine Volet et Emmanuelle Kone, Conseil départemental du Bas-Rhin	
	Titre : Eva Lajarige, PJJ	
	Titre : Bruno Michon, ESEIS	
	Titre : Eric Poinot, Ville de Strasbourg	
	Titre : Delphine Rideau, MDA Strasbourg – réseau VIRAGE	
	Titre : Laetitia Rocher, ORIV	
	Titre : Michèle Voltz, TGI	
	Titre : Khadidja Zitouni, SOS Aides aux habitants	

Vendredi 6 septembre 2019 (déroulé provisoire)

09h00-10h00 : Travailler la (les) résilience(s) pour prévenir les radicalisations : enseignements issus des ateliers.

- Cem Akinci, *Astu*
- Sabrina Bellucci, *Viaduc67*
- Céline Grandclaudon, *Education Nationale*
- Jean-Claude Herrgott, *Préfecture du Bas-Rhin*
- Christine Volet et Emmanuelle Kone, *Conseil départemental du Bas-Rhin*
- Eva Lajarige, *PJJ*
- Bruno Michon, *ESEIS*
- Eric Poinot, *Ville de Strasbourg*
- Delphine Rideau, *MDA Strasbourg – réseau VIRAGE*
- Laetitia Rocher, *ORIV*
- Michèle Voltz, *TGI*
- Khadidja Zitouni, *SOS Aides aux habitants*

10h00-10h30 : Débat avec la salle

10h30-11h : Pause

11h-12h : Prévenir les radicalisations par l'entrée psychologique (titre provisoire)

Sabra Ben-Ali, *Ancienne Coordinatrice clinique au CAPRI Bordeaux, ancienne du RAN.*

12h-12h30 : Débat avec la salle

12h30-13h45 – PAUSE DEJEUNER

13h45-14h30 : Radicalités plurielles et complémentarité des approches (titre provisoire)

Anne-Sophie Lamine, *Professeure de sociologie, Université de Strasbourg, Laboratoire SAGE*

14h30 – 15h15 : Table ronde conclusive : Résilience, polarisation et radicalisations en France, regards de l'étranger

Intervenants-es pressentis :

- Allemagne, Thilo Wassem, Service de renseignement
- Belgique, Bruno Sedran, Coordinateur des Equipes mobile de Bruxelles
- Montréal Roxane Martel-Perron, CPRMV

15h15 – 15h45 : Débat avec la salle

15h45-16h15 : Remerciements et clôture

Représentants-es du comité de pilotage

Quelques apports autour de la démarche et des concepts utilisés

Pourquoi ce colloque international ?

Depuis 2014, une politique publique de « prévention et de lutte contre la radicalisation » s'est peu à peu construite en France, cherchant à mobiliser de manière transversale les acteurs publics, les acteurs de la recherche, les acteurs associatifs et la société civile¹. Cette politique publique a permis d'engager une réflexion d'envergure autour de la question de la radicalisation.

Les attentats de 2015 ont conduit les responsables politiques à penser différemment la question des risques sociétaux. Les attentats ont effectivement entraîné une « nouvelle forme de violence qui nécessite une réévaluation des vulnérabilités² ».

Dans le Bas-Rhin, et plus particulièrement à Strasbourg, de nombreuses initiatives de prévention des radicalisations ont vu le jour et fait de ce territoire un espace d'innovation actif et remarqué au niveau national et international. Les collectivités territoriales, les acteurs de la santé, les acteurs du champ éducatif et de l'intervention sociale, les services de l'Etat, les associations d'aide aux victimes, l'ESEIS, l'ORIV ainsi que l'Université de Strasbourg se sont ainsi largement mobilisés.

Le 11 décembre 2018, la ville de Strasbourg est à son tour endeuillée par un attentat ayant fait 5 victimes. La mobilisation de nombreux acteurs dans la gestion sécuritaire, sanitaire et psychologique fut unanimement saluée.

Il semble aujourd'hui possible et nécessaire, de prendre le temps d'approfondir la réflexion autour de la prévention de la radicalisation. Les démarches visant à favoriser la prévention mises en œuvre sur différents territoires et les nombreuses recherches universitaires engagées permettent de donner le recul réflexif nécessaire à la compréhension du phénomène et à l'analyse de la politique publique³.

Les organisateurs de ce colloque international souhaitent instaurer une véritable horizontalité dans le dialogue entre ces deux communautés. L'expertise de terrain et l'expertise scientifique gagneraient à s'alimenter davantage mutuellement.

De ce fait, ce colloque se compose de moments d'intervention en plénière et d'ateliers de travail, dans le but de faciliter les allers-retours entre théorie et pratique.

Pourquoi la résilience collective ?

Le concept de résilience est devenu aujourd'hui incontournable dans le monde francophone. Largement diffusé par les travaux de Boris Cyrulnik⁴, le concept reste en France dominé par une

¹ Sèze R., *Prévenir la violence djihadiste. Les paradoxes d'un modèle sécuritaire*, Paris, Seuil, 2019.

² Baudouï R., « La vulnérabilité des villes au terrorisme. Les dilemmes de l'action publique », *Les annales de la recherche urbaine*, n°110, 2015, p.118-127.

³ PRACTICIES « Partenariat contre la radicalisation violente dans les villes » (H2020) ; RAPS « Recherche et Action sur les Polarités Sociales », SHERPA, Québec (S. Rousseau) ; « Radicalité engagée, radicalités révoltées » (PJJ), RIGORAL « Religiosités intensives, rigorismes et radicalités » (ANR), pour n'en citer que quelques-uns.

⁴ Cyrulnik, Boris/Seron, Claude, *La Résilience ou comment renaître de sa souffrance ?* Fabert. 2012

définition individuelle et psychologique⁵. Sans être ignorée de la littérature francophone⁶, la dimension collective de la résilience est omniprésente dans le monde anglo-saxon, entre autres dans le concept de résilience collective (appelée « communautaire » en contexte anglo-saxon).

La résilience collective a tout d'abord été pensée pour décrire la capacité de groupes humains à faire face à des désastres d'ordre naturels, technologiques ou humains⁷. Depuis quelques années, de nombreux articles cherchent à appliquer ce concept à l'extrémisme violent et à la radicalisation⁸. L'une des premières études s'attachant à comprendre ce sujet est celle de Stevan Weine, professeur en psychiatrie à l'Université de l'Illinois, qui s'est intéressé au cas de jeunes Américains d'origine somalienne partis rejoindre les chebabs en Somalie. Plus récemment Stephen Flynn a cherché à décrire le processus de résilience collective à l'œuvre à la suite de trois événements, les attentats du 11 septembre à New-York, l'attentat du Marathon de Boston le 15 avril 2013 et les attentats du 13 novembre 2015 à Paris. Il témoigne de l'importance de renforcer la résilience collective au niveau communal et régional pour faire face à ces événements.

Ces diverses études montrent aussi que le concept de résilience, tant individuel que collectif, est mobilisé tantôt de manière descriptive, tantôt de manière prédictive, décrivant des capacités, des processus ou encore des résultats⁹. Ces distinctions doivent donc faire l'objet d'une attention particulière, d'autant plus que du côté de la sociologie, le concept de « résilience sociale », plus récent, peine à trouver une définition consensuelle¹⁰.

Le concept collectif de résilience peut-il s'appliquer à la prévention de l'entrée en radicalité violente ou concerne-t-il exclusivement les réactions post-attentat ? En quoi peut-il être pertinent pour les projets de prévention et pour les politiques publiques ? Dans quelle mesure peut-il constituer une entrée intéressante pour penser la prévention de la radicalisation ?

Pourquoi la polarisation sociale ?

Le concept de polarisation est utilisé dans les sciences politiques depuis de nombreuses années pour mesurer « une situation dans laquelle les opinions politiques de certains individus sont très éloignées

⁵ Dans ce cadre, la résilience est la capacité d'une personne à faire face, à s'adapter à une situation imprévue et traumatisante.

⁶ Cf. Paddeu, F. (2012), « Faire face à la crise économique à Detroit : les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine ? », *L'information géographique*, 76(4), p. 119-139 ; Michallet, B. (2009), « Résilience : Perspective historique, défis théoriques et enjeux cliniques », *Frontières*, 22(1-2), p. 10-18 ; Henrotin, J. (2014), « La résilience au défi de la surprise stratégique », *Stratégique*, 2, p. 125-146.

⁷ Norris, F., Stevens, S., Pfefferbaum, B., Wyche, K., Pfefferbaum, R. (2008), « Community resilience as a metaphor, theory, set of capacities, and strategy for disaster readiness », *American journal of community psychology*, 41(1-2), p. 127-150.

⁸ Cf. Weine, S. (2013), « Building Community Resilience to Violent Extremism », *Georgetown Journal of International Affairs*, 14(2), p. 81-89 ; Rohan, G., Salim, M. (2013), *Countering extremism: Building social resilience through community engagement*, London, Imperial College Press ; Dalgaard-Nielsen, A., Schack, P. (2016), « Community Resilience to Militant Islamism: Who and What? An Explorative Study of Resilience in Three Danish Communities », *Democracy and Security*, 12(4), p. 309-327 ; Ellis, B., Abdi, S. (2017), « Building community resilience to violent extremism through genuine partnerships », *American Psychologist*, 72(3), p. 289-300 ; Flynn, S. E. (2016), « The Role of Community Resilience in Advancing Security », in Jayakumar S. (ed.), *State, Society and National Security: Challenges and Opportunities in the 21st Century*, Singapore, World Scientific Publishing, p. 71-81.

⁹ Michallet, *op. cit.* (note 6).

¹⁰ En s'appuyant sur une vaste revue de la littérature, Keck et Sakdapolrak identifient trois dimensions de la résilience sociale : la capacité des acteurs à faire face et à surmonter toutes sortes d'adversités, la capacité à apprendre des expériences du passé et à s'adapter à aux défis du futur (capacité adaptatives), et la capacité de mettre en place des dispositifs qui renforcent le bien être individuel et une robustesse sociale durable face aux crises présentes et futures. Keck M., Sakdapolrak P., « What is social resilience? Lessons learned and ways forward », *Erdkunde* (2013): 5-19.

de celles d'autres individus¹¹ ». Généralement utilisé en sociologie électorale, il est proche du concept sociologique de « différenciation sociale », qui s'intéresse à la fabrique et à la reproduction des différences (économiques, culturelles, ethniques, d'âge, de genre...) au sein des sociétés. La polarisation est donc un type de différenciation sociale de forte intensité, portant sur les opinions politiques, et articulé à une ou plusieurs autres formes de différenciation. Elle produit une concentration en pôles antagoniques des individus et des idées dont l'interaction les éloignent progressivement.

Ce terme est aujourd'hui convoqué comme un facteur explicatif de l'endossement d'un registre radical. S'il existe peu de travaux qui viennent appuyer ce constat, il semble cependant que la polarisation d'une société, dans des registres radicaux fortement clivés, pourrait contribuer à certaines trajectoires de radicalisation¹². La redondance d'expériences liées au racisme, à la discrimination ou plus généralement à toutes formes d'injustice dans la trajectoire d'individus qualifiés de « radicalisés » pourrait accréditer cette hypothèse.

En France, l'analyse du phénomène et la construction de la politique publique se sont majoritairement concentrées sur la dimension religieuse et plus particulièrement djihadiste du phénomène de radicalisation¹³ occultant par là même le rôle de la polarisation de l'espace social et plus particulièrement de la diffusion d'un discours antimusulman comme un élément pouvant favoriser le recours au registre radical djihadiste¹⁴ ou, plus largement, anti-social.

Le concept de polarisation permet-il de mieux comprendre le processus de radicalisation ? Dans quelle mesure la prise en compte de la pluralité des registres radicaux (et donc pas uniquement celui liés à l'islam) permet-il d'éclairer les risques d'une société de plus en plus en opposition dans la prévention de la radicalisation ? Quel intérêt peut résulter de l'attention à la polarisation dans la politique publique et dans les projets de prévention ?

¹¹ Magni-Berton, R. (2003), « Actions gouvernementales, popularité et polarisation politique : une étude comparée », *Revue française de science politique*, 53(6), 941-962, p. 947.

¹² Sageman, M. (2017), *Turning to Political Violence: The Emergence of Terrorism*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press ; Stekelenburg, J. (2014), « Going All the Way: Politicizing, Polarizing, and Radicalizing Identity Offline and Online », *Sociology Compass*, 8(5), p. 540-555.

¹³ Hénin, N. (2017). *Comprendre le terrorisme*: Fayard, p. 244.

¹⁴ Signalons d'ailleurs que certaines politiques s'appuient elles aussi sur le concept de polarisation. Ainsi, en 2007, suite à l'assassinat de Théo Van Gogh, le plan d'action du gouvernement néerlandais intitulait « Polarisation et radicalisation ».